

**Extradé vers les États-Unis : Assange serait détenu dans «le coin le plus sombre du système pénitentiaire » où résident les « morts vivants »**



**Julian Assange fondateur de WikiLeaks lors d'un transport dans un véhicule de police vers une audience en cour**

Des représentants de l'organisation Don't Extradite Assange (DEA) ont révélé que si Julian Assange était extradé de Grande-Bretagne vers les États-Unis, il serait maintenu dans un isolement presque total et soumis à des conditions draconiennes généralement infligées aux personnes reconnues coupables d'actes terroristes.

L'information, qui provenait de dossiers officiels des tribunaux américains, a été relayée dans une déclaration de **John Rees** devant le Westminster Magistrates Court après la dernière audience d'Assange sur la gestion des affaires le 22 janvier 2020. Rees a déclaré qu'Assange serait placé sous "*Mesures administratives spéciales*" dès que possible à son arrivée aux États-Unis et avant tout procès.

Le rédacteur en chef de WikiLeaks, **Kristinn Hrafnsson**, a déclaré que le département d'État états-unien avait indiqué que le premier amendement - la protection constitutionnelle centrale des États-Unis pour la liberté d'expression et la liberté de la presse - ne s'appliquerait pas à Assange, malgré le fait qu'il ait été inculpé en vertu de

la loi nationale.

### **Droit états-unien.**

Dans l'ensemble, les révélations condamnent la tentative d'extrader Assange aux États-Unis comme une opération de restitution extraordinaire, où il fait face à des accusations d'espionnage et à la perspective de l'emprisonnement à vie, voire de la peine de mort, pour avoir exposé des crimes de guerre américains.

En violation des préceptes fondamentaux du droit international, Assange, journaliste et éditeur, sera traité comme une «*menace à la sécurité nationale*» et privé de ses droits démocratiques fondamentaux.

Des mesures administratives spéciales (SAM) ont été introduites par l'administration du Parti démocrate de **Bill Clinton** en 1996. Elles ont été légiférées avec un soutien bipartite à la suite de l'attentat terroriste de droite à Oklahoma City.

Les SAM assurent la surveillance intensive et l'isolement des prisonniers déjà en isolement cellulaire, sous prétexte de prévenir toute menace à la «*sécurité nationale*», y compris les actes de violence et la divulgation «*d'informations classifiées*». Les mesures déjà draconiennes ont été étendues au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001, notamment en accordant aux autorités le droit d'espionner les conversations privilégiées entre les avocats et leurs clients.

Un rapport de 2017 de l'Allard K. Lowenstein Human Rights Clinic de la Yale Law School et du Center for Constitutional Rights (CCR) décrivait les SAM comme «*le coin le plus sombre du système carcéral fédéral américain*».

Le rapport explique que les SAM combinent «*la brutalité et l'isolement des unités à sécurité maximale avec des restrictions supplémentaires qui privent les individus de presque tout lien avec le monde humain. Ils interdisent aux prisonniers qui vivent sous eux d'entrer en contact ou de communiquer avec tous, sauf une poignée d'individus autorisés, et imposent un deuxième bâillon, même à ces quelques individus. L'effet net*

*est de protéger cette forme de torture dans nos prisons de tout véritable examen public.»*

Soulignant l'intensité de la vendetta américaine contre Assange, il n'y avait que 51 prisonniers SAM en 2017 sur une population carcérale fédérale de plus de 183 000. La plupart avaient été reconnus coupables d'infractions liées au terrorisme et étaient détenus à ADX Florence, une prison supermax dans le désert du Colorado.

L'installation a été décrite comme une *«version propre de l'enfer»* par l'un de ses anciens gardiens, Robert Hood. Les prisonniers détenus dans des SAM sont privés même *«des voies étroites de communication indirecte - à travers les éviers ou les bouches d'aération - à la disposition des prisonniers en isolement cellulaire»*. Ils sont généralement détenus dans des cellules individuelles pendant toutes les heures sauf 10 heures par semaine. Ils passent leurs heures de « loisirs » seuls dans un espace confiné avec peu ou pas de commodités.

Les détenus SAM ne sont autorisés à communiquer qu'avec des avocats et des proches qui ont été contrôlés par les autorités, y compris les services de renseignement. Tout le courrier sortant et entrant est lu par le Bureau fédéral des enquêtes (FBI).

Le rapport Yale-CCR a présenté des études de cas de prisonniers de l'ADX Florence qui ont dû attendre des mois avant que leurs lettres à des proches soient autorisées à être envoyées. Les droits de visite sont également extrêmement restreints et contrôlés par le FBI.

Les auteurs du rapport ont déclaré sans détour que les prisonniers en attente de jugement étaient placés sous surveillance judiciaire dans le but de les contraindre à plaider coupable, ce qui sapait fondamentalement la présomption d'innocence.

La *«nature coercitive»* et les *«conditions dures»* imposées aux détenus en détention provisoire du SAM n'étaient *«pas un hasard: l'expérience montre que le MJ utilise*

*l'isolement total comme un outil pour briser les gens, tout comme la CIA l'a fait lors de son incursion en détention»,* indique le rapport.

Parce que les prisonniers SAM sont interdits de communiquer avec le monde extérieur et se voient refuser toute information, ils sont effectivement empêchés de participer à leur propre défense.

Un avocat cité dans le rapport a déclaré que les SAM *«déshumanisent les accusés et créent une situation où ils ne peuvent pas exister dans une position de défi pour combattre l'affaire»*, servant à *«les éliminer en tant que participants à leur défense»*. Un autre a noté que les prisonniers SAM devraient témoigner devant un jury, après avoir été empêchés de parler à qui que ce soit pendant des mois, voire des années.

Les prisonniers SAM n'ont pas accès à Internet et lorsqu'ils reçoivent des journaux, des semaines après leur publication, ils arrivent avec des expurgations substantielles. Dans de nombreux cas, ils sont arbitrairement empêchés de recevoir du matériel de lecture.

Dans un incident relaté dans le rapport, les autorités ont empêché un prisonnier de l'ADX Florence d'obtenir des livres de l'ancien président Barack Obama, au motif que cela menacerait la *«sécurité nationale»*.

Les prisonniers SAM sont également interdits de parler aux journalistes ou à toute personne autre que leur avocat et les visiteurs de la famille approuvés par le FBI. Les avocats sont également bâillonnés de relayer tout ce que dit leur client, ou même de parler des conditions auxquelles ils sont confrontés. S'ils violent ces conditions draconiennes, qui visent à supprimer toute discussion sur le sort de leur client ou à tenter d'obtenir le soutien du public, ils s'exposent à des poursuites pénales.

En 2005, la célèbre avocate des droits civiques Lynne Stewart et son interprète arabe ont été reconnus coupables de complot et de soutien matériel aux terroristes, après avoir rendu publiques les déclarations de son client, le cheikh Omar Abdel-Rahman.

Lynne Stewart a été condamnée à une décennie de prison et n'a été libérée têt que pour des raisons de compassion aux derniers stades de son cancer en phase terminale.

Les autorités peuvent également espionner les communications privées entre les avocats et leurs clients SAM. En vertu des réglementations officielles, ce matériel ne peut pas être fourni aux autorités de poursuite. Cependant, la capacité de l'État à surveiller les stratégies de défense érode efficacement le droit au cinquième amendement à une procédure régulière et le droit au sixième amendement à l'assistance d'un avocat.

Les avocats cités par le rapport Yale-CCR ont en outre révélé qu'ils avaient été placés sous surveillance gouvernementale omniprésente alors qu'ils représentaient des prisonniers SAM, y compris leur inscription sur les listes de surveillance des aéroports. Ces mesures visent à intimider les avocats et à empêcher les détenus SAM de recevoir des conseils juridiques.

Le rapport documente les conditions éprouvantes auxquelles sont confrontés les détenus condamnés, qui souffrent de troubles psychologiques après des années d'isolement sous SAM. Dans un certain nombre de cas, les détenus étaient entrés dans un état presque catatonique, ce qui les empêchait de communiquer ou de mener des activités, y compris la lecture.

Le rapport poursuit: *«Les conditions physiques sont également inhumaines dans les centres de détention provisoire où sont détenus les SAM - c'est-à-dire dans des locaux conçus pour détenir des individus qui ont été inculpés mais non condamnés pour un crime. Les conditions de détention au Metropolitan Correctional Center («MCC») de Manhattan, où les prévenus accusés d'infractions liées au terrorisme sont souvent placés en détention provisoire, sont particulièrement dures. Les détenus dans le «10 Sud» du MCC, où sont détenus des accusés «de haut niveau», y compris ceux sous SAM, ont peu de lumière naturelle et aucune possibilité de loisirs de plein air. Le*

*«temps de loisir» est prévu dans une pièce fermée identique à la cellule du détenu. Incapables d'ouvrir les fenêtres ou de passer du temps à l'extérieur, les détenus du 10 Sud n'ont pas accès à l'air frais. »*

Les mesures SAM seraient aggravées par le fait qu'Assange comparaitrait devant le tribunal de district oriental de Virginie, le lieu privilégié du gouvernement pour les affaires de «sécurité nationale» car il est situé à proximité du Pentagone et de la CIA, avec la plus grande concentration d'employés d'agences de renseignement aux États-Unis. Il a enregistré un taux de condamnation dans ces procès de plus de 98%.

Assange a déjà enduré près d'une décennie de persécution dirigée par les États-Unis. Il a été détenu arbitrairement à l'ambassade de l'Équateur à Londres pendant près de sept ans, en raison des menaces britanniques de l'arrêter s'il mettait le pied à l'extérieur du minuscule bâtiment.

Depuis qu'il a été traîné hors de l'ambassade par la police britannique le 11 avril, Assange est détenu dans la prison à sécurité maximale de Belmarsh, où sa santé a continué de se détériorer, au point que le rapporteur de l'ONU sur la torture a averti qu'il pourrait mourir.

La révélation qu'Assange serait placé sous SAM, montre clairement que son extradition vers les États-Unis ne serait rien de moins qu'une condamnation à mort. Dans une interview de 2015, Assange lui-même a averti que s'il était extradé, il serait probablement soumis au SAMS, qu'il a décrit comme *«une sorte de mort vivante»*.

Le caractère anarchique de la tentative américaine de poursuivre Assange souligne la nécessité pour les travailleurs, les étudiants, les jeunes et tous les défenseurs des droits démocratiques d'empêcher son extradition. Les partis de l'égalité socialiste en Grande-Bretagne et en Australie ont annoncé des réunions et des rassemblements le mois prochain, coïncidant avec le début de l'audience d'extradition, pour galvaniser le soutien généralisé à Assange dans un mouvement politique pour garantir sa liberté.

**Sur WSWS.org Par Oscar Grenfell, publié le 1 février 2020**